



## Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

### République Démocratique du Congo (RDC)

#### RAPPORT NARRATIF FINAL

PERIODE DU RAPPORT : 01/SEPTEMBREMOIS/2021 - 31/DECEMBRE/2022

<b>Titre du Projet :</b> Dialogue Démocratique pour la Paix à Beni <b>Numéro de référence du projet au MPTF :</b>	<b>Province :</b> Nord Kivu <b>Zone prioritaire ISSSS :</b> Ville de Beni <b>Pilier(s) ISSSS :</b> Dialogue Démocratique
<b>Entités participantes de l'ONU</b> Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet :	<b>Partenaires d'exécution :</b> Pole Institute et APCDDH
<b>Budget total du Programme (en US\$)</b> Budget pour le partenaire d'exécution : 539 999,44\$  Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) :	<b>Durée du Programme</b> Durée totale : <i>(16 mois)</i> Date de démarrage : <i>Du 09 au 11 novembre 2021</i> Date de fin : <i>31 décembre 2022</i>
<b>Contact projet :</b>  Lead Manager : MORISHO MWANA BININGO Nene/ nene.morisho@pole-institute.org Lead M&E Officer : ONGOLOMEZA Donatien/ ongolomeza.donatien@pole-institute.org	<b>Rapport soumis par</b>  Nom : Charmant WANDAMBI Titre : Chef du Projet Organisation participante (« lead ») : Pole Institute Adresse e-mail : charmant.wandambi@pole-institute.org

## **Abréviations**

FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
ISSSS	: Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'est de la RDC
STAREC	: Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés
UAS	: Unité d'appui à la Stabilisation de la MONUSCO

## Résumé du contexte Du début à la fin du projet

Le projet Dialogue Démocratique pour la Paix à Beni a démarré dans un contexte caractérisé par un climat de méfiance entre les groupes formels et informels des jeunes membres des conseils des jeunes, les groupes de pression, les associations féminines, Organisations de la Société Civile et autres leaders locaux d'une part, et les autorités politico administratives et forces de sécurité d'autre part. Cette méfiance engendrait des tensions violentes, marches, sit-in, journées villes mortes assorties des morts d'hommes, coups et blessures, casses et autres formes de destructions méchantes qui ont abouti entre autres désastres à l'incendie de la mairie de Beni, l'incendie et pillage systématique de la base de la MONUSCO de Boikene, incendie de plusieurs bureaux administratifs des quartiers au sein des différentes communes de la ville ainsi que des biens appartenant aux particuliers.

A en croire les résultats des séances d'analyse du contexte, les reproches faits par les manifestants aux autorités étaient généralement relatifs à la dynamique sociale et à la gouvernance locale et sécuritaire de la ville et territoire de Beni. Par contre, les autorités surtout celles établies dans le cadre de l'Etat de Siège n'étaient pas favorables à tout dialogue ou autres formes d'entretiens avec les groupes des jeunes, les organisations de la société civile, les mouvements citoyens voire les groupes de femmes optant essentiellement pour la voie de la force pour rétablir l'ordre public dans la ville en vertu du monopole de violence qui leur est reconnu légalement.

Cela a plongé la ville de Beni dans une situation inconfortable de déstabilisation totale au point que les habitants ordinaires pour qui les manifestants prétendaient s'opposer aux dirigeants se disaient en avoir marre avec ce regain de violences qui accentuait leur victimisation encore d'avantage plutôt que de l'atténuer.

C'est dans ce contexte précis que les activités du projet ont été officiellement lancée le 1<sup>er</sup> septembre 2021 dans l'objectif global de contribuer à la réduction des facteurs moteurs directes des dynamiques des tensions sus évoquées ainsi qu'à l'amélioration des conditions d'une meilleure gouvernance et d'un développement sur le long terme.

Les interventions du projet visaient généralement à briser la distance qui s'enfonçait entre les administrés, en particulier les groupes des jeunes, des femmes, les mouvements citoyens, les organisations de la société civile et les autorités politico administratives et forces de sécurité.

Ainsi, à travers les formations organisées, les parties prenantes, notamment les jeunes, les femmes et les autorités ont été formés sur la compréhension des dynamiques des conflits et leurs modes alternatifs de gestion, dans la conduite de dialogue démocratique, la culture de redevabilité par les autorités, l'analyse critique relative à la prévention et gestion pacifique des conflits, la communication sensible aux conflits, les manipulations, la gestion des rumeurs etc. Cela a amené les groupes des bénéficiaires cibles à découvrir des nouvelles approches pacifiques de résolution des différends qui les opposaient les uns aux autres, les forces de ces approches, les faiblesses des approches violentes auxquelles ils faisaient recours dans le passé ainsi que la nécessité de se rapprocher mutuellement pour la quête de la paix à Beni.

Les journées de réflexion mensuelle, les rencontres de priorisation des problèmes et solutions, les actions conjointes autorités et administrés, les actions de plaidoyer ainsi que bien d'autres activités qui ont abouti à l'organisation des dialogues démocratiques ont favorisé le rapprochement entre les autorités et les administrés pour identifier ensemble les nœuds des problèmes qui les opposent les uns aux autres, définir les pistes des solutions à ces problèmes tout en procédant à certaines actions conjointes susceptibles de renforcer le rapprochement, la confiance et la collaboration entre eux avec un accent particulier sur la culture de redevabilité de la part des autorités et la participation de la femme dans les actions de recherche de la paix.

Consécutivement à cela, il s'est observé une réduction progressive et sensible des tensions dans la ville de Beni, les parties prenantes ayant opté pour l'approche de dialogue à lieu et place des altercations auxquelles elles avaient l'habitude de recourir pour résoudre leurs désaccords. Au travers des journées portes ouvertes organisées, les autorités ont, pour leur part, accepté d'opter pour la culture de redevabilité ouvrant ainsi leurs portes aux audiences en faveur des jeunes, femmes, organisations de la société civile pour toute question qui jadis se réglait par la violence.

Eu égard, cela a favorisé le changement du contexte de la ville de Beni vers le deuxième semestre de la mise en œuvre du projet jusqu'à nos jours où l'on a plus assisté à des manifestations violentes, paralysie de la ville, journées ville morte etc. Par contre, les activités socioéconomiques se sont poursuivies normalement, les élèves et étudiants ont poursuivi leurs études sans plus être inquiétés par des manifestants comme par le passé, les magasins, boutiques ouverts, d'autres activités commerciales et champêtres se sont poursuivies sans tracas, les humanitaires n'ont plus été empêché de circuler et de réaliser leurs activités quotidiennes etc.

Autres faits ayant marqué le contexte pendant la mise en œuvre du projet sont les vagues de manifestations anti MONUSCO à la suite de la communication faite par le porte-parole de cette mission onusienne annonçant les difficultés pour les casques bleues de combattre les M23 et suivi des discours populistes de la part de certains acteurs politiques incitant au soulèvement contre la MONUSCO d'une part et les bals tirées par les

casques bleus sur la population civile à Kasindi d'autre part. Ces manifestations anti MONUSCO qui ont pris naissance à Goma puis s'étendre sur beaucoup d'autres entités à l'intérieur du Nord Kivu n'ont cependant pas eu d'effet sur la ville de Beni où aucune manifestation violente n'a été organisée dans ce sens en dépit des multiples appels incitatifs d'intox que lançaient les manifestants de Goma et ceux de Butembo à l'endroit de leurs paires de Beni demandant de leur emboîter le pas pour chasser la MONUSCO. Cela est arrivé pendant que beaucoup de jeunes jadis actifs dans des manifestations violentes prenaient régulièrement part aux activités du projet et à l'occasion desquelles ils se disaient transformés par les leçons apprises et qu'ils avaient déjà opté pour la voie de dialogue à lieu et place de la violence. D'où, ils se sont abstenus de prendre part à cette vague de manifestations anti MONUSCO en ville de Beni. Certains d'entre eux qui étaient réfractaires au processus de dialogue démocratique ont tenté d'initier des manifestations à Beni mais sans succès car ils se butaient à une forte résistance de leurs paires engagés dans l'approche de dialogue.

Sur le plan sécuritaire, les activités du projet avaient été lancées dans un contexte d'accalmie en terme de phénomène massacre orchestré par les ADF qui s'éloignait de plus à plus de la ville. Cependant, l'on a enregistré quelques incidents sécuritaires majeurs, entre autres l'explosion de la bombe kamikaze intervenue le 25 décembre 2021 au cœur de la ville de Beni causant des morts et des blessés en pleine festivité de Noël au resto-bar Inbox. Les sources militaires avaient indiqué qu'il s'agissait d'un pisteur ADF qui tentait d'entrer dans l'espace Ishango exploser sa bombe dans une foule immense des fêtards. Cependant, il avait été intercepté par un agent d'une société de gardiennage à la porte avant d'exploser sa bombe dans une autre foule le long du boulevard Nyamwisi. Suite à cela, l'autorité provinciale avait décrété un couvre-feu allant de 19h à 5h du matin pour permettre aux forces de sécurité de mieux traquer les assaillants. Cette opération a cependant occasionné des cas de tracasseries militaires par certains patrouilleurs qui en profitaient pour extorquer les biens des paisibles citoyens trouvés en pleine circulation pendant ces heures de couvre-feu. Cela a occasionné une sorte de méfiance entre les forces de sécurité et les groupes des jeunes ainsi que d'autres victimes de ces tracasseries qui demandaient déjà la levée de cette mesure mais sans succès.

Toujours en ville de Beni, pendant que la menace ADF s'éloignait progressivement de la ville, le banditisme urbain prenait cependant naissance avec des incursions des bandits armés dans les domiciles des paisibles citoyens dans différents quartiers de la ville de Beni. Cependant, grâce à la confiance, le rapprochement et la collaboration qui se renforçaient entre les administrés et les autorités, cela n'a pas occasionné des soulèvements populaires contre les autorités comme par le passé. Les groupes des jeunes, des femmes et les acteurs de la société civile ont plutôt opté pour la collaboration avec les forces de sécurité en dénonçant les dérapages effectués par certains éléments des forces de sécurité et en remontant les alertes scellant ainsi le mariage entre civils et forces de sécurité pour la recherche de la paix à Beni. Cela a permis de réduire le taux de la criminalité urbaine en ville de Beni pendant le second semestre de l'année 2022 par rapport au premier semestre.

Il faut noter que les incidents sécuritaires rapportés dans le territoire ont également affecté la nouvelle dynamique de collaboration entre les groupes des jeunes, les femmes de la société civile et les autorités. Dans le territoire de Beni, plusieurs incidents sécuritaires ont été répertoriés dans plusieurs villages des Secteur et Chefferie où les ADF et leurs alliés Mai-mai qui se voyaient éloignés de la ville ont multiplié des attaques terroristes contre les civiles. C'est le cas des massacres perpétrés à Lume, Rugetsi, Bulongo et dans d'autres villages du Secteur de Ruwenzori ; les tueries opérées à Maboya, Kabasha, Kalunguta et environs sur l'axe Beni-Butembo sans oublier les incursions ADF à Nobili et environs dans la Chefferie de Watalinga ainsi que dans plusieurs villages du Secteur de Beni-Mbau où plusieurs civils ont été tués, d'autres personnes kidnappées, des biens appartenant aux paisibles populations pillés d'une manière systématique, des maisons incendiées. A cela s'est ajouté des cas d'embuscades tendues par les ADF aux usages des axes routiers Beni-Kasindi, Mbau-Kamango etc.

Selon les populations locales de Beni, en particulier les femmes, au cours de l'année 2022, le taux de ces atrocités allait de baisse à baisse grâce aux opérations conjointes FARDC-UPDF avec l'appui des forces onusiennes qui, bénéficiant d'une forte collaboration de la population locale, repoussaient cette menace vers la province de l'Ituri où ces terroristes accentuent leur activisme laissant leurs alliés Mai-mai sur le terrain pour opérer à leur nom et suivant leur mode opératoire. Ainsi, les forces de sécurité ont su démanteler certains alliés des terroristes ADF en mettant la main sur certains chefs miliciens Mai-mai à l'instar de monsieur Kyandenga arrêté à Butembo avec ses collaborateurs en pleine planification d'une attaque terroriste dans le territoire de Beni.

L'opinion populaire, démontre que le contexte sécuritaire en ville comme en territoire de Beni à la fin du projet a connu une nette amélioration comparativement à la période de son lancement au point que comparativement aux situations précédentes, les festivités de Noël et de nouvel an se sont déroulées calmement dans cette zone réputée théâtre de l'activisme ADF et alliés. En dépit de l'amélioration de la situation sécuritaire ci-haut décrite, les appels à la prudence et à la stricte observance des mesures sécuritaires telles que prises par les agents de sécurité ont toujours été lancés par les services de sécurité à l'endroit de la population pour éviter

des éventuelles surprises désagréables de la part de ces terroristes qui ne cessent de peaufiner des stratégies pour tenter d'endeuiller la région de Beni encore d'avantage.

## Appréciation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet

### Synthèse des réalisations et des résultats

D'une manière globale, il convient de noter que les interventions du projet ont tout d'abord abouti à la mise en place de 4 cadres de concertation et de 4 comités conjoints d'appui à la communication et à la gestion de l'information en raison d'un comité par commune ainsi qu'à la mise en place d'un groupe de travail inclusif sous le leadership des autorités. Les membres de ces cadres ont été outillés pour conduire des analyses critiques mensuelles des dynamiques et résolutions des conflits. Les résultats des activités effectuées au sein de ces mécanismes de concertation ont abouti à l'organisation de deux grands dialogues assortie d'un acte d'engagement et d'un plan d'actions initiaux, un acte d'engagement et un plan d'actions actualisés, un plan local de développement ainsi que de la mise en place d'un comité de suivi de ces plans d'actions et des engagements des parties prenantes sous le leadership du Maire de ville de Beni.

Ensuite, des canaux de communication sensible aux conflits ont été développés au travers des ateliers de formation sur la communication sensible aux conflits, l'organisation des sessions interactives entre les groupes des jeunes, des femmes et les autorités, les rencontres trimestrielles de planification effectuée par les comités conjoints d'appui à la communication et gestion de l'information ainsi qu'au travers du contenu radiophonique que ces comités conjoints produisaient sur les thématiques renforçant la confiance, la collaboration, la cohésion sociale et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Actuellement il s'observe des changements entre les relations de collaboration entre les autorités et les populations car, ces derniers ont désormais commencé à faire recours aux mécanismes formels et informels de redevabilité en vue de contribuer à l'amélioration de la gouvernance et la protection des populations locales. Cela a été rendu possible grâce à la mise en place d'un comité de pilotage, la formation en faveur des autorités sur la culture de redevabilité, les journées mensuelles de réflexion organisées pour identifier conjointement les besoins spécifiques de protection, de paix et de sécurité ; les rencontres mensuelles de priorisation des problèmes et solution au sein des communes ; les actions de plaidoyer et autres actions conjointes autour des solutions identifiées et priorisées ; les tribunes d'expression populaires etc.

En fin, s'agissant de leur participation, les femmes ont développé et mettre en œuvre des plans d'actions issus des analyses qu'elles effectuaient régulièrement grâce à la redynamisation et au renforcement des capacités de leurs différents groupes. Ainsi, à partir de la mise en œuvre de ces plans d'action, les autorités locales et plusieurs leaders locaux ont développé des attitudes favorables à la lutte contre les inégalités et ont pu travailler avec les groupes des femmes pour la promotion des droits des femmes.

Les descriptions faites ci-haut, ont contribué à la réduction remarquable des facteurs moteurs des dynamiques de tension entre les groupes des jeunes, des femmes, acteurs de la société civile et les autorités. Des tensions ont été prévenues par l'anticipation des actions multiples de dialogue entre les autorités et les membres des groupes des jeunes et des femmes.

### Description des Résultats et activités

#### Evidences des Résultats

#### Description du déroulement des activités

### Partie 1 - Points saillants du projet

D'une manière synthétique et par rapport à ses indicateurs produit, le projet Dialogue Démocratique pour la Paix à Beni a abouti aux résultats ci-après :

#### Plans d'actions communautaires ont été formalisés

A travers différentes rencontres, les interlocuteurs, en particulier les membres des groupes des jeunes, des femmes ont développé des plans d'actions conjointes ayant permis de contribuer à la consolidation de leurs liens de collaboration. A ce jour ces différents plans d'actions issus des rencontres ont été condensés dans le grand plan d'actions du dialogue ayant pris en considération les différents résultats des échanges entre les membres des groupes de bénéficiaires cibles. A travers les définitions des actions et dans la planification et mise en œuvre des solutions, les problèmes spécifiques de chaque groupe étaient pris en compte. A titre illustratif, les actions conjointes identifiées et mise en œuvre répondaient aux besoins spécifiques des femmes,

notamment l'amélioration de la situation sécuritaire et le renforcement des mesures de protection des femmes et des jeunes contre les violences.

### **Mise en œuvre des solutions définies dans le plan d'action**

En plus des problèmes majeurs, les membres des groupes des jeunes et des femmes en même temps membres des différents cadres de concertation, ont identifiés conjointement des solutions qui ont été mise en œuvre soit avec des moyens de bord soit avec l'accompagnement du projet. Plusieurs actions en guise des réponses aux problèmes identifiés ont été menées conjointement. Après avoir identifié les spoliations des terrains de l'Etat et d'utilité publique parmi les problèmes majeurs ayant fragilisé les relations de confiance, les groupes des jeunes et des femmes ont initié des travaux d'entretien de certains terrains qui semblaient être abandonné, notamment les travaux d'entretien des cimetières. Ainsi, plus de 60% des solutions prioritaires proposées dans les plans d'actions communautaires et documents formalisés entre parties prenantes ont été mises en œuvre.

A travers les échanges dans les cadres de concertation dans les communes de la ville de Beni, les membres ont identifiées 10 actions conjointes qui ont été appuyées.

Les analyses régulières faites par les membres des cadres de concertation, ont contribué beaucoup au renforcement de la confiance, du rapprochement car en plus de les avoir permis de se mettre d'accord ou de trouver des consensus aux problèmes qui les opposaient, ils ont conjointement identifié les solutions. En effet, 10 séances d'interaction entre les autorités et les populations ont été organisées sur la dissémination d'analyses. Ces disséminations, ont permis aux autres membres des communautés d'avoir accès aux informations relatives aux résultats issus de ces différentes rencontres auxquelles tout le monde ne pouvait pas participer. Les différentes solutions ont été proposées aux autorités pour leur mise en application, ceci à travers les différentes activités de plaider au niveau de la ville de Beni, de la province et au niveau national. Plus de 10 actions de plaider ont été effectuées et ont permis de renforcer la stratégie d'engagement politique à travers les activités de ce projet. Selon les membres de 4 cadres de concertation, plus de 25 problèmes relatifs à la gouvernance sécuritaire, la prévention des conflits et le renforcement des mécanismes de protection des populations ont été abordées conjointement à travers l'utilisation des différents canaux de communication.

Il faut mentionner que dans le cadre de l'approche du projet de responsabilisation et de durabilité, les membres des différentes structures ont été appuyés. L'accompagnement est passé par les formations, l'accompagnement des actions identifiées et la mise en œuvre des solutions. Ainsi, les membres des structures des jeunes et des femmes sont de plus à plus engagées dans le processus de construction de la paix et de prévention des conflits dans la ville de Beni. Le projet a permis à ces groupes accompagnés des femmes et des jeunes d'atteindre un seuil raisonnable d'efficacité et de durabilité. Plusieurs membres de ces groupes ont reconnu avoir amélioré leurs interventions de manière positive grâce aux activités du projet. *Nous sommes devenues plus efficaces qu'avant à partir du moment où nous nous sommes engagées dans les activités du projet dialogue pour la paix dans la ville de Beni. Aujourd'hui nous sommes fortes et nos actions sont plus efficaces et ont plus d'impact parce que nous sommes passées par ce projet,* Propos de Esther une des jeunes engagées dans le cadre de concertation de Mulekera

S'agissant des défis rencontrés au cours de la période du rapportage, le défi majeur était lié à l'insécurité dans la région de Beni notamment avec des incidents sécuritaires qui avaient tendance à renforcer la méfiance entre les dirigeants et les administrés d'une part, mais aussi qui entraînaient la perturbation du plan de travail d'autre part y compris le retard observé dans le démarrage, empêchant de terminer le projet dans le délai initial de 12 mois. D'autres défis étaient liés à l'intox et à la manipulation par certains tireurs de ficelles qui incitaient les jeunes à l'organisation des manifestations. En fin, la durée consacrée à la mise en œuvre du projet n'a pas suffi pour mettre en œuvre toutes les recommandations issues des dialogues organisés.

## **Partie 2 - La mise en œuvre**

### **2.1 Aperçu**

<b>2.1.1 Aperçu financier</b>
Budget total : 540000 USD
Fonds reçus au cours de la période de rapportage : 407937.6 USD
Fonds cumulées reçus : 407937.6 USD (81.64% du budget total)
Fonds consommés pendant la période de rapportage : 487536.55 USD
Fonds consommés cumulés : 487536.55 USD (90.02% du budget total)

En bonne voie : oui/non, commentaire.

## 2.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus

**Objectif Spécifique 1 : Les populations, en particulier les groupes des jeunes et des femmes, les leaders locaux, les OSC avec les autorités politico administratives, coutumières ainsi que les forces de sécurité congolaises mettent en place des mécanismes de concertation permanente à travers les processus de dialogue démocratique.**

**Produit 1.1 :** Les groupe des jeunes, de femmes, membres des structures communautaires et les organisations de la société civile sont appuyés pour améliorer leur fonctionnalité et sont capables de soutenir la population dans la conduite des analyses critiques des dynamiques et solutions de conflits

A travers le processus de ciblage, plus de 77 structures des femmes (36) et des jeunes ont été identifiées et redynamisées. Ainsi, les structures redynamisées ont facilité l'identification des membres ayant participé au processus de capacitation à travers les formations. Ainsi, les capacités de plus de 250 jeunes, femmes ont été renforcées. Afin de faciliter le travail et des actions conjointes, 4 cadres de concertation et 4 comités conjoints d'appui à la communication et gestion de l'information ont été mis en place. Les capacités des membres de ces structures ont été renforcées sur l'analyse critique relative à la gestion et transformation des conflits ainsi qu'en techniques de conduite des dialogues démocratiques. Après cette étape d'identification et de capacitation, deux grandes rencontres de dialogues ont été organisés à l'issu desquelles 2 plans d'actions conjointes ont été validés. Ces plans d'actions conjointes ont été aussi complétés par l'actualisation d'un plan local de développement par différents acteurs.

**Produit 1.2 :** Des Plans d'actions communautaires conjoints sont mis en œuvre par les parties prenantes (groupe des jeunes et des femmes ; des autorités politico administratives et forces de sécurité)

1 comité de suivi des plans d'actions a été mis en place sous le leadership du Maire de Ville, 10 plans de suivi ont été élaborés et mis en œuvre, 100 copies de plan d'actions ont été diffusées au niveau local, provincial et national, les expériences, les meilleures pratiques et les leçons apprises durant la mise en œuvre des activités du projet ont été partagées avec 200 bénéficiaires indirectes et diffusées en direct sur 2 chaînes radios locales avec un auditoire estimatif de 5000 auditeurs, les actes d'engagement ont été suivis et mis en œuvre par les parties prenantes chacune en ce qui la concerne.

**Produit 1.3 :** Le comité de suivi mis en place assure l'opérationnalisation des mécanismes des dialogues démocratiques et la mise en œuvre des plans d'actions conjoints et des engagements des parties prenantes dans la ville de Beni.

10 réunions du comité de suivi ont été organisées et assorties des planifications mensuelles mises en œuvre pour chaque rencontre, 1 groupe de travail inclusif a été mis en place sous le leadership de 4 bourgmestres des communes de la ville de Beni, sur initiative du comité de suivi, l'évaluation, la planification ainsi qu'une série de concertation ont été faite autour des plans d'actions sous le leadership des autorités, 8 initiatives d'interaction entre autorités et jeunes ont été appuyées dont 2 sur initiative du comité de suivi, 4 sur initiative des conseils des jeunes et 2 autres sur initiative des groupes de pression.

**Produit 1.4 :** Des canaux de communication sensible aux conflits sont développés pour améliorer la relation de collaboration entre la communauté et les autorités pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans la ville de Beni.

Les groupes des jeunes ont mis en place des stratégies de communication directe avec les autorités. Il s'agit de de plusieurs rencontres informelles et formelles tenues entre les jeunes, les femmes et les autorités militaires et policières. *Nous avons eu des espaces et opportunités qui nous ont permis d'améliorer et renforcer notre communication et rapprochement. Aujourd'hui nous avons noués nos liens avec les autorités qui participent aux différentes réunions.* Ces canaux de communication sensible aux conflits ont été utilisés dans la mise en œuvre des activités conjointes reprises dans les plans de communication par les comités conjoints d'appui à la communication et gestion de l'information. Les émissions radios ont été utilisés comme canaux de communication. Ainsi, 50 contenus radiophoniques ont été par les membres des comités conjoints sur les thématiques renforçant la confiance, la collaboration, la cohésion sociale et l'égalité entre les hommes et les femmes ; 10 forums et carrefours politiques de communication pour renforcer la collaboration et l'engagement politique des autorités, des jeunes et des femmes etc.

**Objectif Spécifique 2 : Les autorités ainsi que les populations, en particulier les structures des jeunes, des femmes et leaders locaux, recourent aux mécanismes formels et informels de redevabilité qui renforcent leurs relations de collaboration et de confiance en vue de contribuer à l'amélioration de la gouvernance et la protection des populations locales.**

<b>Produit unique 2.1: Des mécanismes formels et informels de redevabilité fonctionnels sont mis en place pour faciliter une communication non violente et la collaboration entre autorités et populations (groupes des jeunes, des femmes, les organisations de la société civile, les structures de paix et les autorités administratives, politiques influenceurs et forces de sécurité) renforçant responsabilité et la culture de redevabilité des uns envers les autres.</b>
1 comité de pilotage a été mis en place, 10 plans de travail ont été développés à travers les journées de réflexion pour l'identification des besoins spécifiques de protection, de paix et de sécurité. Les journées de réflexion étaient des espaces des échanges sur les problèmes majeurs et l'identifications des actions à mener en guise de réponses. En effet, 10 actions conjointes autorités administrés ont été appuyées ; des engagements ont été pris et mis en œuvre à l'occasion des actions de plaidoyer ; les autorités se sont engagées à recourir à la culture de redevabilité pour prévenir les tensions, gérer les rumeurs et les préjugés à l'issu de la formation en leur faveur sur la culture de redevabilité, 400 jeunes et femmes ont librement exprimé leurs opinions à travers les tribunes d'expression populaires relayées sur 2 chaînes locales avec un auditoire estimatif de 5000 auteurs etc.
<b>Objectif Spécifique 3 : Les groupes des femmes sont engagés et présents dans le processus de dialogue, de prise de décision, de prévention de confits et de construction de la paix grâce aux actions de lutte conjointe contre la discrimination, les violences, les pratiques coutumières discriminatoires et dégradantes et les inégalités sociales.</b>
<b>Produit 3.1 les groupes des femmes redynamisés et renforcés, développent et mettent en œuvre des plans d'action issues de leurs analyses régulières, ce qui renforcer leur participation dans le processus de prise des décisions, de stabilisation et de consolidation de la paix</b>
36 groupes des femmes ont été mis en réseau et engagés dans le processus de construction de la paix, elles ont produit 7 analyses critiques visant à renforcer leurs actions conjointes grâce à la capacitation dont elles ont bénéficié en cette matière, 10 actions débouchant de leurs analyses ont été accompagnées. Ces groupes des femmes ont reconnu avoir contribué à la résolution des problèmes de sécurité et de protection. Ainsi, 10 problèmes de sécurité spécifiques aux femmes ont été identifiés et suivis dont 2 résolus, et 4 plan d'actions conjointes ont été élaborés et mis en œuvre.
<b>Produit 3.2 les autorités politico administratives et d'autres leaders locaux adoptent des attitudes favorables à la lutte contre les inégalités et travaillent avec les groupes des femmes dans la promotion des droits des femmes</b>
Les activités du projet se sont focalisées également sur le changement des mauvaises perceptions vis-à-vis des femmes, la promotion de l'Egalite de chance et la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard de la femme. Ainsi, quelques actions conjointes ont été menées et ont permis aux autorités, leaders locaux et les groupes des femmes d'avoir des espaces d'échanges et de renforcement de la communication. A travers ces espaces des plans ou des action ont été identifiées et formalisés entre parties prenantes au processus qui répondent aux besoins spécifiques des femmes, 2 résolutions spécifiques aux femmes proposées aux autorités ont été approuvées et mises en application, 10 campagnes de sensibilisation sur la protection de la femme en faveur des agents de sécurité et d'ordre ont été organisées et 10 initiatives non-violentes conjointes ont été conduites par les plateformes des organisations des femmes.

## 2.2 Progress de la mise en œuvre

<b>2.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget</b>
<b>Objectif Spécifique 1 : Les populations, en particulier les groupes des jeunes et des femmes, les leaders locaux, les OSC avec les autorités politico administratives, coutumières ainsi que les forces de sécurité congolaises mettent en place des mécanismes de concertation permanente à travers les processus de dialogue démocratique</b>
<b>Produit 1.1 : Les groupe des jeunes, de femmes, membres des structures communautaires et les organisations de la société civile sont appuyés pour améliorer leur fonctionnalité et sont capables de soutenir la population dans la conduite des analyses critiques des dynamiques et solutions de conflits</b>
<b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui</b>
<b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui

<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Une stratégie genre spécifique aux interventions du projet a été élaborée, la participation des femmes aux activités a été strictement assurée à hauteur minimum de 30 % et un budget sensible au genre de 15 % par activité.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Produit 1.2 : Des Plans d'actions communautaires conjoints sont mis en œuvre par les parties prenantes (groupe des jeunes et des femmes ; des autorités politico administratives et forces de sécurité).</b></li> </ul>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Une stratégie genre spécifique aux interventions du projet a été élaborée, la participation des femmes aux activités a été strictement assurée à hauteur minimum de plus 30 % et un budget sensible au genre de 15 % par activité. Le projet a également contribué au renforcement des liens de collaboration dans le processus de paix, de gouvernance sécuritaire entre les hommes leaders, les autorités, les jeunes et les femmes. Ainsi, les problèmes spécifiques de tous ont été abordés, en particulier ceux des femmes et des jeunes.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Produit 1.3 Le comité de suivi mis en place assure l'opérationnalisation des mécanismes des dialogues démocratiques et la mise en œuvre des plans d'actions conjoints et des engagements des parties prenantes dans la ville de Beni.</b></li> </ul>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> <b>Oui.</b></p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Grace aux activités du projet, les hommes et les femmes ont participé dans tout le processus de dialogue et se sont mis d'accord sur les solutions aux problèmes identifiées. Des responsabilités ont été partagées entre les autorités, les femmes et les jeunes afin de renforcer l'impact des interventions des différents comités et en particulier d'améliorer les perceptions sur les interventions des femmes dans ce processus. Une stratégie genre spécifique aux interventions du projet a été élaborée, la participation des femmes aux activités a été strictement assurée à hauteur minimum de 30 % et un budget sensible au genre de 15 % par activité.</p>
<p><b>Produit 1.4: Des canaux de communication sensible aux conflits sont développés pour améliorer la relation de collaboration entre la communauté et les autorités pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans la ville de Beni</b></p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> <b>Oui</b></p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Dans le processus de renforcement de la communication entre les autorités et les femmes, ces dernières ont pris le lead de la communication. Conjointement, les femmes et les autorités ont mis en place une stratégie de communication centrée sur les échanges formels et informels. Une stratégie genre spécifique aux interventions du projet a été élaborée, la participation des femmes aux activités a été strictement assurée à hauteur plus de 30 % et un budget sensible au genre de 15 % par activité.</p>
<p><b>Objectif Spécifique 2 : Les autorités ainsi que les populations, en particulier les structures des jeunes, des femmes et leaders locaux, recourent aux mécanismes formels et informels de redevabilité qui renforcent leurs relations de collaboration et de confiance en vue de contribuer à l'amélioration de la gouvernance et la protection des populations locales.</b></p>
<p><b>Produit unique 2.1: Des mécanismes formels et informels de redevabilité fonctionnels sont mis en place pour faciliter une communication non violente et la collaboration entre autorités et populations (groupes des jeunes, des femmes, les organisations de la société civile, les structures de paix et les autorités administratives, politiques influenceurs et forces de sécurité) renforçant responsabilité et la culture de redevabilité des uns envers les autres.</b></p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> A travers leurs activités, les autorités ont mis en avant les cris, les doléances des femmes. Les autorités ont mis en place une approche de réception, d'accueil en priorité des femmes afin qu'elles soient écoutées en premier lieu. Une stratégie genre spécifique aux interventions du projet a été élaborée, la participation des femmes aux activités a été strictement assurée à hauteur de plus de 30 % et un budget sensible au genre de 15 % par activité.</p>

<b>Objectif Spécifique 3 : Les groupes des femmes sont engagés et présents dans le processus de dialogue, de prise de décision, de prévention de conflits et de construction de la paix grâce aux actions de lutte conjointe contre la discrimination, les violences, les pratiques coutumières discriminatoires et dégradantes et les inégalités sociales.</b>
<b>Produit 3.1 les groupes des femmes redynamisés et renforcés, développent et mettent en œuvre des plans d'action issues de leurs analyses régulières, ce qui renforce leur participation dans le processus de prise des décisions, de stabilisation et de consolidation de la paix</b>
<b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui</b>
<b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Une stratégie genre spécifique aux interventions du projet a été élaborée, la participation des femmes aux activités a été strictement assurée à hauteur minimum de 65 % et un budget sensible au genre de 65 % par activité.
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Produit 3.2 les autorités politico administratives et d'autres leaders locaux adoptent des attitudes favorables à la lutte contre les inégalités et travaillent avec les groupes des femmes dans la promotion des droits des femmes</b></li> </ul>
<b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b>
<b>Oui</b>
<b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Une stratégie genre spécifique aux interventions du projet a été élaborée, la participation des femmes aux activités a été strictement assurée à hauteur minimum de 65 % et un budget sensible au genre de 65 % par activité.

## 2.3 Défis et mesures de mitigation

### 2.3.1 Défis principaux rencontrés

Le défi majeur était lié à l'insécurité dans la région de Beni notamment avec des incidents sécuritaires qui avaient tendance à renforcer la méfiance entre les dirigeants et les administrés ainsi que le refus par les autorités de l'Etat de siéger de participer aux activités de dialogue avec les jeunes membres des groupes de pression et avec les acteurs de la société civile. Pour le contourner, nous faisons des analyses du contexte régulièrement et avant l'implémentation de toute activité. Nous avons ensuite intensifié les activités visant à amener les parties prenantes à établir chacune sa part de responsabilité dans le processus de sécurisation de la ville de Beni afin d'éviter les indexations faites aux seules autorités et qui étaient souvent à la base des tensions. Nous avons enfin travaillé sur les attitudes et les comportements des jeunes membres des groupes de pression pour les amener à bénéficier de la confiance des autorités. En outre, lors du premier semestre de sa mise en œuvre, le projet faisait face à des cycles de tensions perturbant ainsi le plan de travail. Pour y remédier, nous avons procédé à la réadaptation du plan de travail au contexte du moment puis à l'organisation des activités de rapprochement visant à renforcer la confiance et la collaboration entre les groupes des jeunes, des femmes et les autorités pour réduire les facteurs moteurs directs à la base de ces tensions.

L'autre défi consistait au retard observé dans le démarrage du projet et dans le décaissement de différentes tranches de fonds alloués aux organisations de mise en œuvre pour l'implémentation des activités, empêchant de terminer le projet dans le délai initial de 12 mois. Comme mesure de mitigation, nous avons effectué des préfinancements pour certaines activités, réaménager le plan du travail puis solliciter et obtenir une extension sans cout du projet pour 4 mois soit du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2022. D'autres défis étaient liés à l'intox et à la manipulation par certains tireurs de ficelles qui incitaient les jeunes à l'organisation des manifestations surtout pendant les vagues de manifestations anti MONUSCO. Pour y pallier, nous avons intensifié les activités de capacitation sur l'analyse critique, les manipulations et les activités de rapprochement visant à inciter les parties prenantes à s'abstenir de ces actions violentes et à ne pas céder à la manipulation. En fin, la durée consacrée à la mise en œuvre du projet n'a pas suffi pour mettre en œuvre toutes les recommandations issues des dialogues organisés. Pour y pallier, nous avons élaboré une stratégie de sortie visant à assurer la pérennisation des acquis du projet notamment à travers la poursuite des activités des cadres de concertation après le projet, la diffusion des plans d'actions conjointes à d'autres partenaires étatiques et non étatiques locaux, provinciaux et nationaux pour qu'ils poursuivent la réalisation de ces recommandations chacun en ce qui le concerne.

--

<b>2.3.2 Défis et mesures de mitigation</b>	
<b>Défis</b>	<b>Mesures de mitigation</b>
Insécurité dans la région de Beni ayant tendance à renforcer la méfiance entre les autorités et les groupes des jeunes et des femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire l'analyse du contexte avant toute activité;</li> <li>- Intensifier les activités de rapprochement à l'instar des journées de réflexion au cours desquelles chacun établit sa part de responsabilité dans la sécurisation de la ville de Beni suivi des actions conjointes pour y parvenir.</li> </ul>
Refus par les autorités de l'Etat de siège de participer aux activités de dialogue avec les jeunes membres des groupes de pression et avec les acteurs de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place du Comité de pilotage pour entre autres, obtenir leur engagement politique ;</li> <li>- Organisation des ateliers de formation en faveur des jeunes, femmes et acteurs de la société civile sur la transformation sociale et autres thématiques visant à les inciter à changer positivement pour bénéficier de la confiance des autorités.</li> </ul>
Marches et autres formes de tensions observées au premier semestre perturbant le plan du travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réadaptation du plan du travail au contexte et au temps restant;</li> <li>- Intensification des activités de rapprochement et de confiance entre autorités et administrés pour réduire les facteurs directs des dynamiques des tensions</li> </ul>
Retard dans le démarrage du projet et le décaissement des fonds entraînant la perturbation du plan de travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préfinancement de certaines activités ;</li> <li>- Réadaptation du plan de travail ;</li> <li>- Demande et obtention de l'extension sans cout</li> </ul>
Intox et manipulation pour inciter les jeunes de Beni à prendre part aux manifestations anti MONUSCO	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intensification des activités de capacitation sur l'analyse critique, les manipulations et les activités de rapprochement visant à inciter les parties prenantes à s'abstenir de ces actions violentes et à ne pas céder à la manipulation</li> </ul>
Insuffisance de la durée accordée pour la mise en œuvre du projet par rapport au nombre élevé des recommandations à suivre	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'une stratégie de sortie assurant la pérennisation des acquis du projet même après clôture</li> <li>- Diffusion des plans d'actions conjointes à d'autres partenaires locaux, provinciaux et nationaux pouvant assurer la mise en œuvre des recommandations chacun en ce qui le concerne</li> </ul>

<b>2.3.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)</b>
Pour pallier au problème de retard et des lacunes financières, nous avons pu procéder à la réadaptation du plan du travail et au préfinancement de certaines activités urgentes.

## Partie 3 - Eléments contextuels et transversaux

### 3.1 Contexte et engagement politique

#### 3.1.1 Contexte

Le projet a été conçu dans un contexte caractérisé par l'administration de la ville par les autorités civiles. Il s'en est suivi l'avènement de l'Etat de siège consécutivement auquel l'administration civile a été remplacée par l'administration policière en affectant à la mairie et dans les quatre communes des autorités militaires qui étaient catégoriquement opposées à l'approche de dialogue pour pallier à la problématique des tensions que le projet visait à réduire. Cependant, aux interventions du comité de pilotage mise en place entre autres pour obtenir l'engagement politique des autorités de prise de décision et grâce à l'attitude positive qu'adoptaient progressivement les jeunes surtout ceux des groupes de pression à la suite des séances de formation sur la transformation sociale et autres thématiques, les autorités de l'Etat de siège ont progressivement pris le goût de participer aux échanges avec ces jeunes chaque jour d'avantage.

#### 3.1.2 Engagement politique

Une stratégie d'engagement politique a été développée en s'appuyant sur la stratégie ISSSS au niveau local, provincial et national en vue d'obtenir l'appropriation des résultats du projet par les uns et les autres puis bénéficier de leurs contributions chacun suivant le degré de son influence et sa capacité d'apporter des solutions durables aux facteurs moteurs directes des tensions observées à Beni en apportant chacun sa pierre à l'édifice pour le renforcement de confiance, le rapprochement et la collaboration entre les groupes des jeunes, des femmes, les mouvements citoyens, les acteurs de la société civile, les autres leaders locaux et les autorités politico administratives et forces de sécurité pour la paix et la stabilisation de la ville BENI. Pour se faire, une cartographie des influenceurs a été élaborée pour servir de référence pendant différentes interventions du projet nécessitant l'engagement politique des uns et des autres.

### 3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
Premièrement, nous avons pu développer des mécanismes internes au travers des réunions hebdomadaires et mensuelles pour assurer une bonne coordination au sein de notre consortium	Nom : Pole Institute et APCDDH/ Projet : Dialogue Démocratique pour la Paix à Beni/ Bailleur : SSU
Rencontres et partage des informations avec l'un des partenaires du projet « Tu jenge » chargé d'implémenter les activités du pilier Dialogue Démocratique pour une bonne coordination de nos interventions	Nom : SOFEPADI / projet : TUJENGE / bailleur : USAID
Rencontres et partages des informations avec le CEPADHO qui a pu implémenter quelques activités de dialogue entre les autorités et les acteurs de la société civile ainsi que les groupes des jeunes en ville de Beni	Nom : CEPADHO Projet : Dialogue Bailleur : MONUSCO

### 3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

**Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ?** Non

**Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux)?** Oui

- Renforcement des capacités en matière de genre et des violences sexuelles et basées sur le genre en faveur des associations féminines bénéficiaires des interventions du projet ;
- Renforcement des capacités en matière de planification et reporting en faveur des membres des cadres de concertation et d'autres structures bénéficiaires des interventions du projet.

### 3.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

Tout d'abord, sur les trois objectifs spécifiques du projet, un objectif tout entier (Objectif spécifique 3) était consacré essentiellement à la participation de la femme. Ensuite, se référant à la stratégie genre telle qu'élaborée dans le cadre du projet, le ciblage des structures communautaires des bénéficiaires des interventions du projet a mis un accent particulier sur les associations féminines qui ont été identifiées au nombre de 36 sur les 77 structures communautaires bénéficiaires directes soit 46,75 %, et qui ont été appuyées et impliquées dans toutes les interventions du projet. Ensuite, dans toutes les activités implémentées dans le cadre des objectifs spécifiques 1 et 2, la participation de la femme était strictement assurée à hauteur minimum de 30 % avec un budget sensible au genre d'au moins 15 % des fonds alloués à chaque activité. Et toutes les activités réalisées dans le cadre de l'objectif spécifique 3 tenaient strictement compte de la participation féminine et du budget sensible au genre d'au moins 65 %. Par ailleurs, 10 actions débouchant des analyses critiques faites par les femmes sur leur participation dans la recherche de la paix à Beni ont été accompagnées, 10 problèmes de sécurité spécifiques aux femmes ont été identifiés et suivis dont 2 résolus, et 4 plan d'actions conjointes traitant des problèmes spécifiques aux femmes ont été élaborés et mis en œuvre. En fin, les femmes ont occupé des postes de responsabilité au sein du consortium notamment une chargée de la logistique et une autre chargée des questions du projet concernant la stratégie genre pour le compte de Pole Institute. Et au sein d'APCDDH, une femme a occupé le poste d'Assistante Chef du Projet et une autre a été chargée du genre pour assurer la stricte observance de l'approche genre pendant l'implémentation des activités du projet.

### 3.5 Leçons apprises

La multiplicité et diversité des rencontres, des échanges a permis d'amorcer le processus de dialogue entre les différentes parties prenantes. Il est important de consacrer suffisamment du temps à un tel processus afin que les parties prenantes importantes et indispensables gagnent mutuellement confiance des unes et des autres, qu'elles soient suffisamment préparées à échanger de manière franches et à se mettre d'accord sur les enjeux, sur les problèmes et les approches de mise en œuvre de solutions en guise de réponses. Ainsi, grâce à cette approche, le dialogue démocratique est perçu aujourd'hui comme un instrument de paix. Pour y arriver, le projet s'est appuyées par le processus de renforcement des capacités en utilisant les ressources locales, la mise en place et l'accompagnement des espaces d'échanges ayant permis le gain de confiance et la participation au dialogue en toute confiance. En effet, les activités de dialogues, les actions conjointes et bien d'autres échanges effectués conjointement par les autorités et les groupes des jeunes, des femmes et acteurs de la société civile ont favorisé le rapprochement, le renforcement de confiance et la collaboration entre eux autour des questions liées à la gouvernance locale contribuant ainsi sensiblement à la réduction des facteurs moteurs des tensions en ville de Beni ;

Le renforcement des capacités des autorités sur la culture de redevabilité leur a permis de recourir à la redevabilité après avoir compris la pertinence de cette culture dans la prévention et résolution des conflits, des intox, préjugés et manipulations ;

Afin de prévenir et réduire le risque des conflits, non seulement il a été envisagé une stratégie d'harmonisation des approches et de transfert des compétences au sein du consortium et d'identification participatives des Groupes des bénéficiaires. Ce ciblage inclusif a contribué à l'appropriation des interventions du projet par les groupes des jeunes, des femmes, les acteurs de la société civile et bien d'autres leaders locaux

L'implication massive des femmes a favorisé leur participation dans les actions de recherche de la paix et la résolution de beaucoup de problèmes qui leur sont spécifiques leur donnant ainsi le gout de s'impliquer quotidiennement dans la recherche des solutions aux problèmes de la communauté en générale et au problèmes les concernant en particulier.

Le système de suivi et évaluation de SSU a facilité une collecte stricte des données de qualité. Particulièrement, l'outil SMS1 a favorisé une collecte simplifiée, actualisée et quotidienne des données.

### 3.6 Etudes réalisées

- Base line
- Etude mi-parcours
- End line

### 3.7 Révisions de projet

L'unique changement intervenu au cours de la période de rapportage était lié aux nombres des rencontres de dialogues à organiser dans le cadre de l'activité 1.1.E. Initialement, il était prévu d'organiser 4 dialogues. Pour plus d'efficacité, deux rencontres de dialogue ont été organisées et un plan de travail intégrant toutes les actions identifiées dans les deux grandes rencontres. Cette approche nous a permis d'affecter suffisamment du temps à l'accompagnement de la mise en œuvre des actions/réponses identifiées.

### 3.8 Illustration narrative spécifique (optionnelle)

Le projet a mis en lumière, non seulement sur l'aspect genre mais aussi il s'est appuyé sur l'inclusivité dans le genre. Cela a permis à une certaine catégorie des femmes négligées et sujettes d'exclusion et de stigmatisation d'être valorisées, écoutées dans des propos pris en compte par les autorités lors des échanges. C'est le cas d'une jeune fille handicapée physique du nom de Consolée KATSALI qui, à l'occasion d'une rencontre de partage d'expériences, des bonnes pratiques et leçons apprises, a dit : « *Je me sens toujours honorée lorsque je reçois les invitations pour participer aux activités de dialogue moi handicapée de nature, supposée inapte à tout. Cet honneur est couplé à un grand plaisir lorsque au cours des échanges mes propos sont écoutés et pris en compte aussi bien dans les travaux en carrefour que par les autorités qui prennent parfois des engagements sur base de mes interventions et doléances. Mes interventions sont appréciées au point que j'ai été désignée par les autres femmes comme membre au sein de presque toutes les structures mise en place dans le cadre de ce projet presque à savoir le cadre de concertation de la commune de Bungulu et le comité de suivi avec notre président qui est le Maire de la ville de Beni qui ne cesse de m'encourager à aller de l'avant* ».



*Photo de famille après une réunion du comité de suivi avec au milieu la dame handicapée physique Consolée KATSALI sur sa chaise roulante tenue par le Maire de ville de Beni et le responsable de la section des affaires politiques de la MONUSCO bureau de Beni-Lubero*

Par ailleurs, les jeunes membres des mouvements citoyens ont pu acquérir des nouvelles connaissances qui ont contribué à leur transformation sociale, la perception qu'ils avaient vis-à-vis des autorités et à leurs approches de revendication. C'est ce qu'a démontré monsieur Jean Paul LUSANGE du mouvement citoyen LUCHA lors d'une séance de restitution des résultats du projet en faveur de 200 autres jeunes membres des groupes de pression venus des différentes communes de la ville de Beni lorsqu'il a dit en guise de témoignage : « *Cette formation (Sur la transformation sociale) m'a aidé à avoir une autre manière de réfléchir notamment sur la façon dont je dois revendiquer en tant que membre du mouvement citoyen lutte pour le changement* ». A lui toujours d'ajouter : « *Grace aux leçons apprises de toutes les activités de ce projet auxquelles j'ai eu à prendre*

*part, je réalise que le dialogue est une approche efficace pour faire prévaloir nos revendications auprès des autorités ».*



*Monsieur Jean Paul LUSENGE devant ses pairs jeunes membres des groupes de pression toutes tendances confondues lors d'une séance de restitution des résultats du projet Dialogue Démocratique pour la Paix à Beni*

Il convient, en fin, de noter que le projet a pu atteindre son objectif global, celui de réduction des facteurs moteurs directs des dynamiques des tensions entre les groupes des jeunes et les autorités en ville de Beni. Cela a été témoigné par toutes les parties prenantes aussi bien du côté autorité qu'administrés. Pour la police par exemple, elle qui était toujours dans les artères et autres voies publiques de Beni en train de faire face aux manifestants violents et qui a vu plusieurs de ses éléments tués par les manifestants en colère se réjouit du fait que grâce au projet Dialogue Démocratique pour la Paix à Beni ces altercations avec les jeunes surtout ceux des groupes de pression sont en train d'appartenir désormais au passé. C'est ce qu'a témoigné le Commissaire Supérieur Principal SIMIYE MULENGE Eddy, Commandant de la Police B2 et membre du comité de suivi qui, lors de l'une session d'échanges autour des actions conjointes organisées dans le cadre du projet, a dit : *« Je dois avouer que les activités organisées dans le cadre du projet dialogue démocratique ont impacté positivement sur le comportement des jeunes issus des mouvements citoyens et groupes de pression. Je peux me permettre de dire que les jeunes membres des mouvements susmentionnés se comportaient comme des petits rois dans la ville où les manifestations violentes étaient devenues monnaie courante. Pour faire face à ce comportement agressif, nous étions dans l'obligation d'utiliser le matériel adapté notamment les grenades lacrymogènes et bien d'autres. Ce qui est étonnant, depuis la mise en œuvre de ce projet nous avons remarqué une réduction sensible de manifestations dans la région. D'ailleurs suite à cette réduction, le lot de matériel (bombes à gaz lacrymogène) acheté pour la cause est sur le point d'expirer car non utilisé. Mon plus grand souci demeure celui de voir les dialogues être organisés de manière régulière afin de maintenir cette harmonie qui existe déjà entre les populations et les autorités dans cette ville pleine des manipulateurs. Le dialogue a aussi changé en moi la mauvaise perception que j'avais vis-à-vis des jeunes membres des mouvements cités citoyens ».*



*Dialogue démocratique du 1<sup>er</sup> au 02 septembre 2022 dans la salle VIHUM en ville de Beni*

## Partie 4 - Evaluation des éléments du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS.

### 4.1 Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSSS

<b>Mise en œuvre du plan de travail et budget</b>				
	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	N/A
<b>Mise en œuvre du plan de travail et du budget</b>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?				
<i>Commentaire :</i>				
<b>Progression vers les résultats attendus</b>				
	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	N/A
<b>Progrès vers l'atteinte des résultats attendus</b>				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?				
<i>Commentaire :</i>				
<b>Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires</b>				
	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	N/A
<b>Qualité du rapport narratif</b>				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?				
<i>Commentaire :</i>				
<b>TOTAL</b>				

### 4.2 Commentaire générale du Secrétariat Technique ISSSS

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS (STAREC et UAS).

## Partie 5 - ANNEXES

### - Budget actualisé

*Le budget du projet avec deux onglets doit être joint en annexe pour compléter cette partie du rapport. Le premier onglet reprend le budget détaillé de l'ensemble du projet avec deux colonnes supplémentaires ; La première colonne supplémentaire montre la dépense réelle, et la deuxième colonne supplémentaire fournit le pourcentage de la dépense selon le budget prévu. Dans la colonne narrative du budget détaillé, le partenaire fournira des explications seulement au niveau des résultats, pour expliquer la variation entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.*

### - Cadre logique actualisé

**CADRE LOGIQUE ACTUALISE**

						Cible	% atteint Cumulatif	Source of Vérification	Commentaires	
GOAL – Résultat global			Baseline- Dec - 2021	Semestr e1- Juin 2022	End line - Novem bre 2022	Cible Total		Indicateur Type	Indicateur	Réalisation semestrielle
Contribuer à la réduction des facteurs moteurs directs des dynamiques de tensions entre autorités, population et acteurs politiques et à l'amélioration des conditions d'une meilleure gouvernance et d'un développement sur le long terme à travers un processus intégré, holistique et ciblé dans ville de Beni et environs.	<i>Standard</i> * IR1.1.	* IR1.1. % de personnes dans les provinces ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes	3%	12 %	37 %	55 %		<i>Pourcentage atteint par rapport à l'objectif (cumulatif)</i>	<i>Base de données de la collecte et Rapport de l'enquête</i>	<i>La ville de Beni vit dans un contexte caractérisé par des menaces sécuritaires récurrentes avec l'activisme des ADF et leurs alliés Mai-mai.</i>
	<i>Standard</i> IR1.2.	IR1.2. % des bénéficiaires qui s'attendent à ce que leur Village devienne plus paisible dans un an	18 %	47 %	40 %	55 %			<i>Base de données de la collecte et Rapport de l'enquête</i>	En dépit des incidents sécuritaires, la population garde encore espoir d'un lendemain meilleur.
	<i>Standard</i> IR 1.3.	IR 1.3. % de la population qui admet que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes importants pour la	68 %	31 %	50 %	65 %			<i>Base de données de la collecte et Rapport de l'enquête</i>	La plupart de projets de stabilisation en cours dans la zone sont conçus sur base des problèmes réels des communautés. Grace au projet Dialogue Démocratique pour la Paix à Beni par exemple, les personnes enquêtées disent observer un changement réel dans le comportement des groupes de pression et leur rapprochement avec les autorités.

		stabilisation de leur zone								
	<i>Standard</i> IR 1.4.	IR1.4. % des personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'elles rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique	26 %	63 %	54 %	55 %			<i>Base de données de la collecte et Rapport de l'enquête</i>	<i>Naturellement, la ville de Beni étant cosmopolite, accueille des personnes d'autres groupes ethniques. Les enquêtés sont pour la plus part indifférents sur la ségrégation à caractère ethnique.</i>

### RÉSULTAT SPÉCIFIQUE 1

Produit 1.1			Baseline- Dec - 2021	Semestre1- Juin 2022	End line - Octobre 2022	Cible Total				
<b>Produit 1.1 :</b> Le groupe des jeunes, de femmes, membres des structures communautaires et les organisations de la société civile sont appuyés pour améliorer leur fonctionnalité/opérationnalité et sont capables de soutenir la population dans la conduite des analyses critiques des dynamiques et solutions de conflits	<i>Standard</i> 1a.1	1a.1 Nombre des structures dont le score d'efficacité / durabilité s'est amélioré	46	46	58	4			Fiches de calcul de l'index de chaque structure	Grace aux interventions du projet en faveur de plus de 70 structures formelles et informelles, les enquêtes renseignent que le score d'efficacité de la plupart d'entre elles s'est amélioré.
	<i>Standard</i> 1a.2	1a.2 % des structures accompagnées qui	66 %	79 %	79 %	65 %			Fiches de calcul de l'index de	Les séances de formations et autres activités incitatives du projet, la plupart des structures bénéficiaires connaissent une nette amélioration sur le plan organisationnelle notamment avec des

	ont atteint le seuil d'efficacité/durabilité							chaque structure	réunions régulières, des cotisations, des séances de restitutions, sensibilisations, etc.
Indicateur du projet	1a.3 # d'actions d'analyses critiques conjointes	3	6	8	17			Rapports d'activités	
Indicateur du projet	IP1.1.1.# d'interactions entre les autorités et les populations sur la dissémination des résultats d'analyses	0	4	6	10			Rapports d'activités	
<p><b>ACTIVITES</b></p> <p>Activité 1.1.A. Organiser 2 sessions formations de 5 jours par commune en analyses critiques relatives gestion et transformation des conflits en faveur des formateurs (formations des formateurs).</p> <p>Activité 1.1.B. Organiser 2 formations sur les techniques de conduite des dialogues démocratiques en faveur des leaders des jeunes membres des conseils communaux de la Jeunesse, leaders locaux et les autorités locales.</p> <p>Activité 1.1.C. Organiser 4 rencontres de mise en place d'un cadre de concertation (deux par communes) et de mise en place de 4 Comités Conjointes d'appui à la communication et de Gestion d'information (s'ils n'existent pas déjà).</p> <p>Activité 1.1.D. Organiser un processus de ciblage et de redynamisation des groupes des jeunes (formels et informels) et des cellules d'animations communautaires des communes</p> <p>Activité 1.1.E : Organiser 4 rencontres de dialogues démocratiques, dialogues intergénérationnels et 4 tables rondes dans les communes de la ville de Beni</p> <p>Activité 1.1.F : Organiser 2 rencontres d'élaboration et ou d'actualisation du Plan Local de Développement des communes</p>									
<b>Produit 1.2</b>		<b>Baselin e- Dec - 202 1</b>	<b>Semestr e1- Juin 202 2</b>	<b>End line - Oct obr e 202 2</b>	<b>Cibl e Tot al</b>				

<b>Produit 1.2 :</b> Des Plans d'actions communautaires conjoints sont mis en œuvre par les parties prenantes (groupe des jeunes et des femmes ; des autorités politico administratives et forces de sécurité)	<b>Standard 1b.1</b>	1b.1 Nombre de plans d'actions communautaires/ de documents entre parties prenantes au processus qui sont formalisés	3	10	14	4		Copie du plan d'actions communautaire signé/ copie de la Feuille de route signée/tout autre document d'accord signé entre parties prenantes	Outre les 4 plans d'actions à élaborer à l'issu de quatre rencontres de dialogues, les participants aux différentes journées de réflexions et autres activités du projet ont pu élaborer d'autres plans d'actions déjà formalisés.
	<b>Standard 1b.2</b>	1b.2 % des plans d'actions communautaires / documents formalisés entre parties prenantes au processus qui répondent aux besoins spécifiques des femmes	100 %	30 %	30 %	75 %		Copie du plan d'actions communautaire signé/ copie de la Feuille de route signée/tout autre document d'accord signé entre parties prenantes	Tous les plans d'actions communautaires formalisés entre parties prenantes au premier semestre, répondaient aux besoins spécifiques des femmes. Cependant, au deuxième semestre, seuls 30% de plans d'actions formalisés ont répondu aux besoins spécifiques des femmes.
	<b>Standard 1b.3</b>	1b.3 % des solutions prioritaires proposées dans les plans d'actions communautaires et documents	100 %	19 %	90 %	60 %		Rapports d'activités Rapports d'activités des membres des comités de suivi	Les solutions prioritaires proposées dans les plans d'actions

		formalisés entre parties prenantes qui sont mises en œuvre								communautaires et documents formalisés entre parties prenantes étaient intégralement mis en œuvre au premier semestre. Cependant, au second semestre, seuls 19% des plans d'actions formalisés ont été mis en œuvre.
<b>ACTIVITES</b>										
<p><b>Activité 1.2. A :</b> Accompagner (subventions, coaching-appui technique, supervision) la mise en œuvre et le suivi de 4 plans d'actions et engagements (mise en œuvre des réponses) issus des dialogues Démocratiques.</p> <p><b>Activité 1.2.B :</b> Organiser 2 ateliers de partage d'échange d'expérience, meilleures pratiques et leçons apprises</p> <p><b>Activité 1.2.C :</b> Organiser 4 rencontres d'harmonisation et d'échanges des stratégies d'encrage entre le niveau local, provincial et national et de suivi des actes engagements entre les membres les comités locaux de paix et de développement et les groupes des jeunes et des femmes et les rencontres formelles et informelles en bilatéral avec les autorités et acteurs politiques renforçant l'Engagement politique.</p>										
<b>Produit 1.3</b>			<b>Baseline- Dec - 2021</b>	<b>Semestre 1- Juin 2022</b>	<b>Endline - Octobre 2022</b>	<b>Cible Total</b>				
<b>Produit 1.3</b> Le comité de suivi mis en place assure l'opérationnalisation des mécanismes des dialogues démocratiques et la mise en œuvre des plans d'actions conjoints et des engagements des parties prenantes dans la ville de Beni	Standard 1c.1	1c.1 % des résolutions proposées au gouvernement qui sont approuvées et mises en application	14 %	26 %	70 %	75 %			Cahier de charges Listes d'engagements des parties prenantes	Le suivi se poursuit pour se rassurer de la mise en œuvre d'un bon % de résolutions proposées au gouvernement qui sont approuvées.

	Standard 1c.2	1c.2 % des résolutions spécifiques aux femmes proposées au gouvernement qui sont approuvées et mises en application	14 %	21 %	40 %	75 %		Idem Rapport d'activités conduites par les membres des CS	La plupart de résolutions spécifiques aux femmes proposées au gouvernement qui sont approuvées sont en cours de mise en œuvre. Un suivi régulier se poursuit à cet effet.
	Standard 1c.3	1c.3 Nombre de plaidoyers effectués en faveur de la résolution des conflits par les Partenaires de mise en œuvre (IPs)	2	20	15	10		Rapports d'activités	La multitude de problèmes à résoudre ont fait que la communauté identifie plus d'actions de plaidoyer que le nombre prévu. Cela prouve en suffisance que les besoins spécifiques liés à la paix, la sécurité et la protection sont encore nombreux pour stabiliser la ville de Beni.
	Indicateur du projet	IP.1.3.1. Au moins 10 problèmes de sécurité, prévention des conflits et protection des populations sont résolus grâce à l'utilisation des	0	7	13	10		Rapports des comités conjoints d'appui à la communication et gestion de l'information Histoires de succès	

		canaux de communication								
<b>ACTIVITES</b> Activité 1.3.A : Appuyer l'Organisation de 2 rencontres de Mise en place d'un groupe de travail inclusif sous le leadership des autorités Activité 1.3.B : Appuyer 4 rencontres du groupe d'évaluation, planification et concertation de travail inclusif sous le leadership des autorités Activité 1.3.C : Accompagner (coaching, conseil technique) 8 initiatives d'interactions entre les jeunes et les autorités initiées par les membres du Comité de Suivi et les conseils communaux de la jeunesse et les quatre groupes de pression Activité 1.3.D : Accompagner des réunions mensuelles de suivi et évaluation du comité de suivi des plans d'actions										
<b>Produit 1.4</b>			<b>Baseline - Dec 2021</b>	<b>Semestre 1- Juin 2022</b>	<b>End line - Octobre 2022</b>	<b>Cible Totale</b>				
<b>Produit 1.4:</b> Des canaux de communication sensible aux conflits sont développés pour améliorer la relation de collaboration entre la communauté et les autorités pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans la ville de Beni	<i>Standard</i> 1d.1	1d.1 Nombre des programmes radio liés à la thématique de prévention, résolution, gestion de conflit et la cohabitation pacifique	1	29	14	120			Rapports de production et diffusion Rapport feedback des auditeurs	L'équipe du projet s'est d'abord rassuré que les membres des comités conjoints d'appui à la communication et gestion de l'information sont suffisamment outillés pour mieux organiser ces programmes radio. Actuellement, ces programmes se poursuivent sur une bonne voie afin d'atteindre le seuil attendu.

	-Standard 1d.3	-1d.3 Nombre de séances d'information communication du projet aux communautés bénéficiaires par rapport au processus et activités du projet	20	122	142	2			Rapports d'activités Listes de présence	Au départ, il était prévu de faire cette communication dans l'activité de lancement et celle de clôture du projet. Cependant, le contexte a obligé que toutes les activités réalisées soient capitalisées pour informer et communiquer encore d'avantage sur le projet aux communautés bénéficiaires par rapport au processus et activités à réaliser.
	Standard 1d.4	1d.4 Nombre des programmes radio liés à la thématique des Droits de la femme	6	17	6	40			Rapports de production et diffusion Rapport feedback des auditeurs	Les programmes radio liés à la thématique des droits de la femme se poursuivent normalement afin d'atteindre la cible.
	Indicateur du projet	IP1.4.1 Au moins 10 problèmes de sécurité, prévention des conflits et protection des populations sont résolus grâce à	0	7	13	10			Rapports des cadres de concertation et des comités conjoints d'appui à la communication Histoires de succès	

		l'utilisation des canaux de communication # d'interactions								
<p><b>ACTIVITES</b></p> <p><b>Activité 1.4.A :</b> Organiser 1 session de formation sur les techniques de communication sensible aux conflits et la gestion des rumeurs et techniques de plaidoyer en faveur des membres des comités conjoints et des cellules d'animations communautaires des communes</p> <p><b>Activité 1.4.B : Organiser</b> 4 sessions interactives entre les groupes de pression, des jeunes, des femmes et les autorités politico administratives et forces de sécurité sur l'identification des diviseurs, gestion constructive des rumeurs et fausses informations qui divisent.</p> <p><b>Activité 1.4.C :</b> Appuyer les rencontres de planification des Comités Conjointes d'appui à la communication et de Gestion d'information.</p> <p><b>Activité 1.2.D :</b> Organiser 10 forums et carrefours politiques de communication pour renforcer la collaboration et l'engagement politique des autorités de prise de décision et les groupes des jeunes et des femmes (un engagement horizontal et vertical).</p> <p><b>Activité 1.4.E :</b> Produire du contenu Radiophonique par les membres des Comités Conjointes sur les thématiques renforçant la confiance, la collaboration et la cohésion sociale et l'Egalité entre les hommes et les femmes (magazine, spot, émissions débats, feuillets radiophoniques).</p> <p>Il est prévu dans le budget des fonds flexibles pour la mise en œuvre des solutions/recommandations issues des dialogues et échanges pour la contribution à l'atteinte de cet OS.</p>										
<b>RESULTAT SPECIFIQUE 2</b>			<b>Baseline- Dec - 2021</b>	<b>Semestr e1- Juin 2022</b>	<b>End line - Octobre 2022</b>	<b>Cible Total</b>			<b>Produit 1.4</b>	<b>Baseline-Dec-2021</b>
<b>2.1 Résultat Spécifique 2 :</b> Les autorités politico administratives, forces de sécurité ainsi que les populations, en particulier les structures des jeunes, des femmes et leaders locaux améliorent leurs relations de confiance et collaborent dans le processus de construction de la paix et la bonne gouvernance	<i>Standard</i> IR.3.2a	IR.3.2a : % de personnes qui perçoivent que les AUTORITES LOCALES (Chef de Quartier/ Village) représentent les intérêts et opinions de la population	13 %	70 %	52 %	75 %				Au départ, le contexte de Beni était caractérisé par un climat de méfiance entre les autorités et les administrés. Cependant, grâce aux activités du projet « Dialogue Démocratique pour la Paix à Beni », la

sécuritaire grâce aux mécanismes formels et informels fonctionnels de redevabilité.									perception de la population vis-à-vis des autorités locales s'est améliorée considérablement .
	<i>Standard</i> IR3.2.b	IR3.2.b % de personnes qui pensent que la justice est rendue de manière équitable et transparente	6%	12 %	17 %	75 %			Les décisions judiciaires n'ont pas pu résoudre les problèmes de la communauté avec satisfaction. La population estime que les dialogues conviennent mieux pour résoudre leurs problèmes.
		IR3.2.b % de personnes qui pensent que les points de vue de la population sont pris en compte dans la gestion de la chose publique	13 %	70 %	52 %	75 %			Avec le climat de méfiance qui caractérisait le contexte de Beni au premier semestre de la mise en oeuvre du projet entre les autorités et les administrateurs, la population avait un accès difficile aux offices de travail des autorités pour donner leur point de vue. Cependant, avec le rapprochement que le projet a favorisé entre eux, un bon

										pourcentage de personnes enquêtées ont réalisé que les points de vue de la population sont désormais pris en compte dans la gestion de la chose publique.
	<i>Standard</i> IR2.1	IR2.1 % de bénéficiaires qui estiment que les FARDC offrent une contribution "grande" ou "très grande" dans la sécurité de leur zone	5%	17 %	36 %	55 %				Le résultat du premier semestre comparativement à celui du second montre que grace aux interventions du projet, la perception des bénéficiaires vis-à-vis du travail des FARDC est en train de s'améliorer progressivement. Cependant, la recrudescence de l'insécurité dans la region de Beni a fait que l'écart entre la réalisation et la cible soit grand.
	<i>Standard</i> IR2.2	IR2.2 % de bénéficiaires qui estiment que les PNC offrent une contribution " grande" ou " très grande" à la sécurité de leur zone	4%	13 %	14 %	55 %				Le résultat du premier semestre comparativement à celui du second demontre que grace aux interventions du projet, la perception des bénéficiaires vis-



	redevabilité élaborés et validés								
<i>Indicateur du projet</i>	IP 2.1.3% de demandes de redevabilités faite par les populations à travers les mécanismes de redevabilité élaborés et validés.	0%	34 %	61 %	55%			Histoires de succès, TDRs et lettres de demande d'appui des groupes des bénéficiaires	
<p><b>ACTIVITES</b></p> <p><b>Activités 2.1.A :</b> Organiser 10 journées de réflexion mensuelles d'identification des besoins spécifiques de protection, sécurité et de paix et plan de travail dans chaque commune de la ville de Beni</p> <p><b>Activités 2.1.B :</b> Soutenir 4 initiatives et actions non-violentes de plaidoyer des groupes des jeunes, des femmes et leaders locaux planifiées à l'issu des analyses mensuelles du contexte.</p> <p><b>Activités 2.1.C :</b> Organiser 1 formations en faveurs des autorités administratives et forces de sécurité sur la culture de la redevabilité comme facteur de prévention de tensions et réduction des rumeurs, préjugés</p> <p><b>Activités 2.1.D :</b> A travers le cadre de concertation, organiser 3 sessions d'échanges sur les actions conjointes autorités et populations (structures des jeunes, des femmes et leaders locaux)</p> <p><b>Activités 2.1.E :</b> Organiser 4 Tribunes d'Expression Populaires (émissions radiophoniques live) entre les groupes des jeunes, des femmes, leaders locaux, OSC, autorités</p> <p><b>Activités 2.1.F :</b> Organiser 10 Rencontres de priorisation des problèmes et solutions</p> <p><b>Activités 2.1.G :</b> Appuyer 10 actions conjointes autour des solutions identifiées et priorisées par les Groupes des jeunes, des femmes et Autorités et l'organisation des réunions d'évaluation du niveau d'avancement de la collaboration et de la mise en œuvre des solutions.</p> <p><b>Activités 2.1.H :</b> Organiser 2 rencontres interactives et de réflexions entre les influenceurs politiques, les autorités sur leurs engagements dans la mise en œuvre des solutions à la gouvernance sécuritaire et la lutte contre les préjugés et la manipulation des groupes des jeunes</p> <p><b>Activités 2.1.I :</b> Organiser 3 réunions d'évaluation et du suivi du fonctionnement et utilisation des mécanismes de formels et informels de communication</p> <p><b>Activités 2.1.J :</b> Organiser 1 Forum d'échanges sur la vulgarisation et la pérennisation des meilleures pratiques, succès dans la collaboration entre les groupes des jeunes, des femmes, les autorités politico administratives et forces de sécurité dans le processus de stabilisation et construction de la paix dans la ville de Beni</p> <p><b>Activité 2.1.K :</b> Organiser 2 rencontres d'expériences sur les bonnes pratiques dans la collaboration et la communication dans la bonne gouvernance sécuritaire entre les groupes des jeunes et les autorités</p> <p><b>Activité 2.1.1.L :</b> Organiser 2 rencontres conjointes d'appréciation de l'efficacité des mécanismes de collaboration utilisés pour renforcer la culture de la redevabilité et l'implication des groupes des jeunes et femmes</p>									

**Activité 2.1.M :** Organiser 3 rencontres d'une part, de mise en place d'un Comité de Pilotage constitués des délégués de la société civiles, coutumiers, acteurs sociopolitique (groupes des influenceurs) et d'autre part d'appréciation des progrès réalisés dans l'amélioration des relations de confiance entre les autorités et les populations

Il est prévu dans le budget des fonds flexibles pour la mise en œuvre des solutions/recommandations issues des dialogues et échanges pour la contribution à l'atteinte de cet OS.

RESULTAT SPECIFIC 3			Bas elin e- Dec - 202 1	Sem estr e1- Juin 202 2	End line - Oct obr e 202 2	Cibl e Tot al				
Les groupes des femmes sont engagés et présents dans le processus de dialogue, de prise de décision, de prévention de conflits et de construction de la paix grâce aux actions de lutte conjointe contre la discrimination, les violences, les pratiques coutumières discriminatoires et dégradantes et les inégalités sociales	Standard 5.a	5.a : % des femmes et les membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de consolidation de la paix	73 %	39 %	76 %	75 %			Histoires de succès Rapports d'activités Rapports final Témoignages collectés lors des missions de suivi	Cet écart supérieur se justifie par le fait que la mise en œuvre des activités du projet a favorisé la prise en compte des opinions des femmes et membres des groupes marginalisés au-delà des ententes.
	Indicateur du projet	IP.3.1. # de groupes des femmes engagés dans la lutte dans le processus de construction de la paix	0	36	0	20			Cartographie des groupes des bénéficiaires, liste des structures féminines mises en réseau, rapports d'activités	

Produit 3.1			Bas elin e- Dec - 202 1	Sem estr e1- Juin 202 2	End line - Oct obr e 202 2	Cibl e Tot al				
<b>Produit 3.1</b> les groupes des femmes redynamisés et renforcés, développent et mettent en œuvre des plans d'action issues de leurs analyses régulières, ce qui renforce leur participation dans le processus de prise des décisions, de stabilisation et de consolidation de la paix	<i>Standard 2. a.5</i>	2. a.5 Nombre des problèmes de sécurité spécifiques aux femmes identifiés, suivis et résolus	7	19	2	10			Rapports d'activités Liste des problèmes identifiés et traités	Les problèmes spécifiques aux femmes ont été identifiés en grand nombre au sein de la communauté. Et grâce aux interventions du projet, les problèmes identifiés et suivis ont été résolus en un nombre plus élevé que prévu.
	Indicateur du projet	IP.3.1.1.Nombre de plan d'actions conjointe mis en œuvre	3	10	1	4			Rapport d'activités de mise en œuvre de plans d'actions	
	<b>ACTIVITES</b> Activités 3.1.A : Organiser 2 sessions de formations sur l'analyse critiques, transformation des conflits, les manipulations et communication en faveur des groupes des femmes, des jeunes et leaders locaux Activités 3.1.B : Appuyer 7 rencontres communales de productions des analyses critiques conduites par les groupes des femmes, des jeunes, leaders locaux et des autorités politico administratives afin de renforcer l'impact de leurs actions conjoints Activités 3.1.C : Organiser 3 sessions d'analyses conjointes pour compilation des analyses critiques communales afin de faciliter le travail en réseau (à tous les niveaux de redevabilité) Activités 3.1.D : Organiser mensuellement (10 mois) les activités d'épandage et Accompagner (coaching, conseil et orientation, consultations des femmes) les groupes des femmes et les conseils communaux de la jeunesse à faire l'épandage des acquis des formations reçues sur les analyses critiques et à renforcer leur travail en réseau (Ex : Activités de sensibilisations interscolaires compte tenu de la capacité des enfants à étendre les messages (lutte contre l'intox). Activités 3.1.E : Accompagner mensuellement (10 mois) les groupes des femmes et leaders locaux (jeunes, hommes, autorités) dans la mise en œuvre des actions, solutions et recommandations débouchant des analyses critiques et consultations.									

Activités 3.1.F : Appuyer les groupes des femmes, des jeunes formels et informels et leaders locaux dans l'organisation des rencontres 3 trimestrielles de suivi et évaluation de la mise en œuvre des recommandations et actions débouchant des analyses et consultations.										
Produit 3.2 les autorités politico administratives et d'autres leaders locaux adoptent des attitudes favorables à la lutte contre les inégalités et travaillent avec les groupes des femmes dans la promotion des droits des femmes	<i>indicateur du projet</i>	IP.3.2.1.Nbre d'initiatives en rapport avec les besoins spécifiques des femmes en terme de protection, sécurité, inclusion et participation dans le processus de prise de décisions où sont impliqués les autorités politico-administratives et leaders locaux	0	5	5	10			Histoires de succès Rapports d'activités Rapports final	
	<i>indicateur du projet</i>	IP.3.2.2.% des femmes qui estiment que les différentes revendications émises au niveau des autorités et autres leaders locaux, sont prise en compte dans les décisions et politique élaboré.	0%	40%	55%	65%			Histoires de succès Rapports d'activités Rapports final Témoignages collectés lors des missions de suivi	
	<b>2b. 2</b>	2b. 2 Nombre de séances de formation sur la protection de la femme en faveur des agents de sécurité et d'ordre organisées	0	8	4	10			Photos Rapports d'activités Liste des thèmes de sensibilisation	L'organisation de deux formations suivante est en cours sur la bonne voie.
	Indicateur du projet	IP.3.2.3.# d'initiatives non-violentes conjointes	0	4	6	10			Rapports d'activités	

	conduites par les plateformes des organisations des femmes	<table border="1"> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </table>						Listes des organisations membres des plateformes impliquées dans le projet	
<p><b>ACTIVITES</b></p> <p><b>Activités 3.2.A :</b> Organiser 2 rencontres de consultations interactives entre les organisations des femmes, des jeunes et leaders mis en réseau sur les questions relatives à la bonne gouvernance sécuritaire et la protection des populations</p> <p><b>Activités 3.2.B :</b> Accompagner 10 initiatives non-violentes de plaidoyer conduites par le réseau des groupes des femmes, des jeunes membres des conseils communaux de la jeunesse et les autres leaders locaux en rapport avec leurs besoins spécifiques de protection, sécurité, inclusion et participation dans le processus de prise de décisions</p> <p><b>Activité 3.2.C :</b> Soutenir les autorités politico administratives dans l'organisation 4 rencontres avec les groupes des femmes, des jeunes et des leaders locaux pour examiner le niveau de considération de leurs revendications et doléances formulées.</p> <p><b>Activité 3.2.D :</b> Soutenir l'organisation de 4 Activités de Rapprochement répondant aux besoins spécifiques de protection et sécurité par les autorités politico administratives (reboisement,...)</p> <p><b>Activité 3.2.E :</b> Organiser mensuellement (10 mois) des campagnes de sensibilisations de proximité sur la promotion des droits de la femme conduite par des structures à base communautaire (Comités locaux de sécurité et de proximité CLSP, les comités locaux de paix, les groupes des jeunes,...)</p> <p><b>Activité 3.2.F :</b> Produire et diffuser les instruments légaux portant protection et promotion des droits de la femme</p> <p><b>Activité 3.2.G :</b> Organiser 2 séances de partage d'expériences entre les réseaux des structures des femmes, des jeunes et leaders locaux ayant déjà occupé des fonctions de prise de décision avec celles éprouvant encore de difficultés d'y accéder.</p> <p><b>Activité 3.2.H :</b> Organiser des 2 Ateliers d'échanges entre les groupes des femmes et les autorités administratives, coutumières autour de la promotion des droits de la femme et la jeune fille</p> <p><b>Activité 3.2.I :</b> Organiser 2 ateliers d'échanges et d'identification des Meilleures Pratiques à promouvoir pour la défense des droits de la femme (Homme Idéal).</p> <p><b>Activité 3.2.J :</b> Appuyer 4 missions de la partie Etatique et Accompagner les autorités dans l'organisation 4 Manifestations de Démonstration des meilleurs pratiques contre les inégalités sociales</p> <p>Il est prévu dans le budget des fonds flexibles pour la mise en œuvre des solutions/recommandations issues des dialogues et échanges pour la contribution à l'atteinte de cet OS.</p>									

\*\* Veuillez choisir entre deux types d'indicateurs : Indicateur standard = sont les indicateurs recommandés par ISSSS vous les trouvez dans le cadre logique du pilier.  
Indicateur du projet = sont les indicateurs crée par votre projet.

\*\* Veuillez choisir entre deux types d'indicateurs : Indicateur standard = sont les indicateurs recommandés par ISSSS vous les trouvez dans le cadre logique du pilier.  
Indicateur du projet = sont les indicateurs crée par votre projet.

